

Travail et conservatisme au Japon

par Bernard Thomann

Selon la première ministre japonaise, les Japonais doivent travailler toujours plus, jusqu'à renouer avec la tradition du sacrifice. Ce discours doit être replacé dans l'histoire longue du capitalisme japonais, entre libéralisme et conservatisme.

Sanae Takaichi, première femme à devenir cheffe de gouvernement au Japon, est arrivée au pouvoir en octobre 2025 avec une relance budgétaire ambitieuse : un plan de 21 300 milliards de yens (136 milliards d'euros) a été lancé dès novembre 2025, et des secteurs clés ont été identifiés pour être financés. Cultivant un message volontariste, son arrivée a été marquée par une tirade choc prononcée juste après son élection à la présidence du Parti libéral-démocrate (PLD) : « *Nous sommes peu, il faut que tout le monde travaille, travaille comme des chevaux de trait. Moi-même, j'abandonne l'idée d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Je vais juste travailler, travailler, travailler, travailler, travailler !* » De plus, elle s'est permise des jeux de mots qui semblaient se moquer de la principale réforme des dernières années visant à réduire les longues heures de travail et à promouvoir une plus grande égalité dans les relations professionnelles. Le nom de « *Atarashī hataraki-kata kaikaku* » (réforme des nouvelles manières de travailler) a ainsi été remplacé par « *Hatarakitai kaikaku* » (« réforme de ceux qui veulent travailler »).

Travailler plus, mais pour quel salaire ?

Ces déclarations, largement relayées par les médias japonais et étrangers, rompent avec la plupart des discours politiques récents – y compris conservateurs –, qui semblaient avoir pris acte du coût du productivisme sur la santé des travailleurs. L'abandon revendiqué de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée apparaît en décalage avec la nécessité régulièrement exprimée de changer les pratiques professionnelles pour favoriser une plus grande égalité des chances pour les femmes dans l'emploi.

Si ces propos ont suscité une certaine adhésion, c'est qu'ils font vibrer la fibre du sacrifice par le travail, valeur morale sur laquelle les entreprises et les politiciens conservateurs japonais ont toujours joué. Cependant, d'un autre côté, ils ont aussi provoqué des interrogations, voire des inquiétudes, concernant l'avenir des politiques visant à favoriser le travail des femmes et à protéger la santé au travail.

Si le ton de Takaichi frappe, il ne faut pas exagérer la rupture qu'il représenterait par rapport aux politiques menées depuis trois décennies par les gouvernements successifs du Parti libéral-démocrate (PLD), marquées par une stagnation des salaires et une précarisation croissante d'une partie de plus en plus importante de la population salariée. Environ 37% de la population salariée est aujourd'hui sur des statuts non réguliers, sans compter le nombre de plus en plus important de travailleurs indépendants de plateformes.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir, aucun objectif de hausse du salaire minimum n'a été annoncé, alors que celui-ci reste bien inférieur à celui des autres pays. À titre d'exemple, le salaire minimum horaire à Tokyo est de 1 226 yens, soit environ 6,7 euros. Concernant les augmentations de salaire dans les entreprises, le gouvernement se repose principalement sur des appels à la bonne volonté des employeurs, ce qui pousse certains commentateurs à affirmer que les entreprises peuvent simplement ignorer ces appels. Takaichi reprend en outre une rhétorique inspirée de Donald Trump, avec la création d'un bureau spécial au sein du Secrétariat du Cabinet (Naikaku Kanbō) chargé de traquer les « dépenses inutiles ». Le gouvernement a ainsi mis en place un département d'une trentaine de personnes pour repérer et éliminer ces dépenses, dans un style clairement inspiré du « DOGE » américain, sous l'appellation « revue pour la réduction du gaspillage » (Muda sakugen rebyū).

Pour Takaichi, qui reste silencieuse sur la répartition des profits entre actionnaires et travailleurs, c'est avant tout l'augmentation du volume de travail qui doit permettre une hausse des salaires. Un éditorial du mois de février 2026, intitulé « *Le débat électoral ignore le vrai sens de la réforme des nouvelles façons de travailler* » et publié par le quotidien national *Mainichi*, concluait ainsi : « *L'idée selon laquelle travailler de longues heures permettrait de résoudre les pénuries de main-d'œuvre est une approche simpliste qui ne fera rien pour stimuler la productivité ni pour enrayer le déclin du taux de natalité. Les dirigeants politiques doivent faire preuve de sagesse pour protéger les travailleurs tout en insufflant une nouvelle vitalité à la vie économique et sociale japonaise.* »

La trajectoire néolibérale du conservatisme néonationaliste japonais

Les réformes du marché du travail menées au cours des vingt dernières années – y compris celles préconisées par Sanae Takaichi – peuvent être interprétées comme « *néolibérales* », dans la mesure où elles remettent en cause les compromis sociaux établis après la Seconde Guerre mondiale au nom d'un retour aux mécanismes du marché. Ces compromis sociaux, conclus dès les années d'après-guerre par des gouvernements du PLD, reposaient sur l'idée que l'industrialisation accélérée du pays nécessitait une politique sociale visant à améliorer le niveau de vie, à assurer la reproduction sociale et à intégrer une population salariée de plus en plus nombreuse à l'ordre politique dominant.

Avec la fin de la guerre froide et la disparition de la menace communiste, l'affaiblissement du syndicalisme, l'absence de menace sanitaire majeure et l'hégémonie des valeurs consuméristes, les gouvernements du PLD ont ressenti de moins en moins le besoin de prendre en compte les intérêts spécifiques des salariés. Cependant, l'ensemble du parti s'est-il réellement converti au « *néolibéralisme* », ou existe-t-il au sein du principal parti conservateur japonais une critique de l'évolution du capitalisme japonais ?

Sanae Takaichi, comme Shinzō Abe, peut être associée à un conservatisme visant à restaurer la puissance nationale par la croissance économique et une révision de la constitution pacifiste d'après-guerre, tout en affichant une hostilité envers le mouvement social, jugé subversif, héritée d'un anticommunisme marqué. Ce conservatisme, présent dès la création du PLD en 1955 et dont les figures récentes les

plus emblématiques ont été Jun'ichi Koizumi et Shinzō Abe, s'est largement fondu dans un programme de dérégulation néolibérale.

Si jusqu'aux années 1980, l'économie dans son ensemble avait connu une croissance fordiste où élévation des salaires et consommation s'entretenaient, et un certain compromis social s'était instauré, après la crise de l'explosion de la bulle, au début des années 1990, la dynamique s'est éteinte. Les réformes du système socio-économique japonais qui ont suivi ont culminé pendant le mandat de Jun'ichirō Koizumi (2001-2006). Il a notamment privatisé La Poste, s'attaquant à l'immense épargne postale qui avait le pouvoir d'orienter la politique industrielle et d'aménagement du territoire, tout en contribuant à financer le PLD¹. Parallèlement, suite de la crise bancaire du début des années 1990, les entreprises ont eu besoin d'un plus grand recours au financement direct et d'attirer des capitaux étrangers en leur offrant des dividendes plus importants et en réduisant les coûts de la main-d'œuvre. Le capitalisme japonais semblait alors converger vers le capitalisme « anglo-saxon »².

Le keynésianisme néolibéral des « trois flèches » des « Abenomics » ?

La politique économique de Shinzō Abe, successeur désigné de Koizumi, a pu sembler emprunter une voie légèrement différente du « néolibéralisme ». Pourtant, l'inspiration keynésienne des « Abenomics » se limitait aux mesures d'assouplissement monétaire et à la relance budgétaire. La « troisième flèche », quant à elle, s'inscrivait dans la continuité des réformes structurelles des années 2010, centrées sur une dérégulation du marché du travail d'inspiration « néolibérale ». C'est durant cette période que furent adoptées les réformes les plus emblématiques de la dérégulation du marché du travail. Par exemple, en 2013, une réforme de la loi sur les contrats de travail a prolongé la durée maximale des contrats à durée déterminée de trois à cinq ans, facilitant ainsi leur renouvellement sans obligation de conversion en CDI. En 2015, une réforme de la loi sur le travail intérimaire a élargi les secteurs autorisés à recourir au travail intérimaire (*haken*), notamment dans la construction, la santé et les services,

¹ Voir Bernard Thomann, « De la « rupture » libérale à la refondation nationale . Quel avenir pour le « modèle japonais » sous Abe Shinzō ? », *La Vie des idées*, 1er mars 2007. ISSN : 2105-3030.

² Voir Bernard Thomann, « Les économies asiatiques convergent-elles vers un capitalisme anglo-saxon ? », *La Vie des idées*, 23 mai 2012. ISSN : 2105-3030.

et a supprimé la limite de durée pour les contrats intérimaires dans certains cas, permettant un recours indéfini à cette main-d'œuvre.

Ces mesures ont largement contribué à augmenter la part des salariés non réguliers – et donc précaires – dans la population active. Pourtant, cette volonté de déréguler le marché du travail s'est accompagnée d'une tentative de corriger son caractère hiérarchique, où les femmes et les travailleurs non réguliers étaient traditionnellement considérés comme des variables d'ajustement au service de la stabilité des salariés réguliers. Ainsi, la « *Loi sur la promotion de l'emploi des femmes* » (2015) (*Josei katsuyaku suishin hō*) oblige les entreprises à publier des plans pour favoriser l'emploi féminin. Mais ce sont surtout les lois liées à la « *réforme des nouvelles manières de travailler* » (2019) (*Hataraikata kaikaku kanren hō*) qui se sont attaquées à ce double caractère hiérarchisé du marché de l'emploi. Les entreprises ont ainsi été tenues de faire bénéficier aux salariés non réguliers des assurances maladie et retraite, jusque-là réservées aux salariés réguliers.

Cependant, l'objectif de ces réformes était autant de libéraliser et de fluidifier un marché du travail structuré par des compromis sociaux hérités de l'après-guerre avec les syndicats de salariés réguliers, que d'accorder davantage de droits sociaux à l'ensemble des travailleurs. Le caractère ambigu de ces réformes est visible dans le fait que l'encouragement à l'embauche de femmes n'était pas accompagné d'une limitation du recours aux emplois non réguliers ou à temps partiel. Certaines mesures, comme le système de temps de travail pour les professionnels hautement qualifiés, pourraient même déréguler davantage certaines protections contre le *karōshi*, la mort par excès de travail, comme l'a alerté la plus grande centrale syndicale, *Rengō*³. L'introduction du principe « *à travail égal, salaire égal* », qui oblige les entreprises à réduire les écarts de traitement salarial et de protection sociale injustifiés entre salariés permanents et non permanents, allait dans le sens d'une normalisation des CDD⁴. Cependant, les secteurs recourant le plus aux salariés non réguliers traînent des pieds pour sa mise en œuvre⁵.

L'arrivée au pouvoir de Takaichi, successeure affirmée de Shinzō Abe, pourrait donner l'impression d'une simple continuité des politiques du Parti libéral-démocrate.

³ « [Rengō kaichō ga dai hanron! Shinbun ha detarame de 'kō puro' yōnin ha shite inai](#) », Daiyamondo onrain 10/08/2017.

⁴ Charles weathers, Scott North, Shinji Kojima, "Abe Shinzō's campaign to reform the Japanese way of work", *Asia-pacific journal: Japan focus* volume 1, issue 23, number 3.

⁵ Yonaha Yū, *Dōitsu rōdō - dōitsu chingin ha pāto yūki haken rōdō sha no taigū o kaizen shita* ka Panel Data Research Center, Keio University PDRC Discussion Paper Series, 3/2025.

Pourtant, si l'on examine le mandat de Fumio Kishida (2021-2024), on peut percevoir la persistance d'une autre ligne, plus sociale, au sein du conservatisme japonais.

Le « nouveau capitalisme » avorté de Kishida

Juste après la pandémie de Covid-19, face aux dégâts sociaux qu'elle a provoqués dans les catégories les plus précaires, mais aussi devant les résultats décevants des « *Abenomics* »⁶, Fumio Kishida a mené campagne contre Takaichi pour l'élection à la présidence du PLD, afin d'accéder au poste de Premier ministre. Cette campagne s'est déroulée dans un contexte de retour des critiques contre les réformes de dérégulation du marché du travail menées depuis les années 1980. Le mensuel *Sekai* a ainsi publié une longue tribune d'un « Réseau pour le droit à l'existence contre le coronavirus », rassemblant syndicats, ONG, intellectuels et journalistes, affirmant que l'État social devait être réinventé en retrouvant l'esprit du « droit à l'existence » (*Seizonken*) de la Constitution d'après-guerre⁷.

Kishida a remporté l'élection à la présidence du PLD face à Sanae Takaichi en s'appuyant sur un discours critique de ce que le capitalisme japonais était en train de devenir. Pendant la campagne, il a mis en avant, dans son ouvrage-programme « *Kishida Vision* », un « nouveau plan de doublement des revenus », faisant référence à la politique de haute croissance menée par Hayato Ikeda dans les années 1960. Cette politique s'inscrivait dans un projet ambitieux, articulé autour d'une réflexion sur un « nouveau capitalisme », menée au sein d'un conseil créé dès son arrivée au pouvoir (2021–2024). Son ambition était de remettre à l'ordre du jour une véritable politique des revenus, mais aussi de corriger les excès du capitalisme financier en limitant la distribution de dividendes aux actionnaires.

Dès les années 2010, des économistes japonais comme Takehito Hara ou Satoshi Fuji avaient réactualisé une critique du capitalisme « *anglo-saxon* ». Cette critique était déjà largement présente dans les syndicats et chez certains économistes hétérodoxes, par opposition à la majorité des économistes formés aux États-Unis et gravitant autour des milieux financiers, qui avaient parfois été directement impliqués dans les réformes

⁶ Si l'objectif des « *Abenomics* » était de sortir le Japon de la déflation et de relancer la croissance, les résultats furent très mitigés : les salaires ont stagné, la précarité dans l'emploi a explosé et la dette publique a atteint plus de 260 % du PIB.

⁷ *Seizon no tame no korona taisaku nettowâku*, « *Seizon hoshō o tettei seyo* », *Sekai*, juin 2020, p. 88-122.

« néolibérales »⁸. Mais ce qui distinguait Hara et Fuji, c'est qu'ils ont été nommés plus tard conseillers du gouvernement Kishida. En plus de remettre en question l'idée d'une dette publique dangereuse pour le pays, la nécessité d'augmenter la taxe sur la consommation et l'idée que le globalisme sauverait le Japon, ils accusaient la conversion progressive du capitalisme japonais au capitalisme financier d'être la principale responsable de la stagnation des salaires, d'aggraver les inégalités et la précarité, notamment chez les jeunes et les travailleurs non réguliers. Satoshi Fuji, pour limiter l'inflation des dividendes au détriment des salaires, allait jusqu'à proposer un retour à une fiscalité beaucoup plus élevée pour les hauts revenus⁹.

En effet, après la crise financière du début des années 1990, les entreprises, pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers et compenser les effets de la crise bancaire, avaient commencé à privilégier les actionnaires en favorisant la hausse des dividendes au détriment des salariés et de l'investissement à long terme. Depuis 1997, les salaires ont stagné, tandis que les dividendes ont augmenté de plus de 500 %. Pour nourrir sa critique, Kishida s'est largement inspiré des idées de Hara, prônant un capitalisme « *d'intérêt public* », où l'entreprise devait servir toutes ses parties prenantes (salariés, clients, société) et non seulement les actionnaires. L'objectif était de retrouver un cycle vertueux de type fordiste, où la croissance est redistribuée aux travailleurs pour stimuler la consommation¹⁰.

Kishida a semblé renouer avec une politique des revenus, fixant un objectif ambitieux pour le salaire minimum national : 1 500 yens de l'heure d'ici le milieu des années 2030 (contre environ 1 000 yens à l'époque). Il a ainsi connu des hausses records, de l'ordre de +4 % à +5 % par an en 2023 et 2024. Kishida a également tenté de soutenir les PME, particulièrement concernées par cette hausse, la Commission japonaise du commerce équitable (JFTC ou *Kōsei Torihiki Inkai*) publiant des directives strictes interdisant aux grandes entreprises de refuser systématiquement les hausses de prix demandées par les PME pour augmenter leurs salaires. Le gouvernement a même menacé de publier le nom des grandes entreprises qui refusaient de négocier, afin de les inciter, par la pression sociale et médiatique, à être plus flexibles.

⁸ L'archétype de ce type d'économiste fut Heizō Takenaka, cerveau de la privatisation de la poste et de certaines mesures de dérégulation du marché du travail, ministre entre 2001 et 2006, professeur à l'Université de Keio ayant fait des études à Harvard et l'université de Pennsylvanie.

⁹ Fuji Satoshi, *Naze, Nihonjin no 9 wari ha kanemochi ni narenai no ka*, Tōkyō, Poplar Publishing, novembre 2021.

¹⁰ Hara Taketo, *'Kōeki' shihon shugi eibei-gata shihonshugi no shūen*, Tōkyō, Bunshun shinsho, 2017.

Cependant, Kishida n'a pas réussi à surmonter le rapport de force déséquilibré entre travailleurs et actionnaires, ni à sortir de la stagnation des salaires dans leur ensemble. La priorité des entreprises est restée l'augmentation des dividendes, afin de se montrer attractives pour les investisseurs grâce à des rendements sur capitaux propres (ROE) plus élevés¹¹.

La survie du libéralisme japonais

Malgré l'incapacité de Kishida à changer profondément l'évolution du capitalisme japonais, son mandat a au moins montré qu'il existait encore, au sein du PLD, une tendance « libérale » qui ne peut être confondue avec le « néolibéralisme » que semble encore incarner Takaichi.

Si l'épisode du « nouveau capitalisme » de Kishida et les critiques adressées par une presse modérée comme le *Mainichi* au gouvernement de Takaichi attestent de la persistance d'une ligne « libérale », distincte du « néolibéralisme », comment définir ce libéralisme ? Selon le socio-historien Eiji Oguma¹², le libéralisme au Japon n'a pas de définition stabilisée, mais il possède une existence politique. Il se situe, pour Oguma, entre conservatisme et communisme/socialisme, avec des lignes de fracture centrées sur la défense de l'article 9 de la Constitution et la politique de sécurité. Attaché aux grands principes de la Constitution d'après-guerre, y compris la définition des droits sociaux, on peut considérer qu'il doit être distingué de ce que les forces de gauche à travers le monde appellent le « néolibéralisme ». En ce sens, même sans menace communiste, et devant être compris comme une réflexion sur ce que signifie vivre en démocratie dans le Japon d'après-guerre, ce libéralisme considère que le capitalisme ne sera durable que s'il prend en compte un ensemble d'acteurs et s'il est capable d'offrir un certain niveau de citoyenneté sociale à tous, comme le prévoit l'article 25 de la Constitution avec son « droit à une vie matérielle et culturelle décente » (*seizonken*).

¹¹ Le Return on equity (ROE) étant traditionnellement faible dans un capitalisme japonais qui a eu longtemps surtout recours au financement indirect des banques, mais à partir des années 1990, les gouvernements avaient encouragé un ROE d'au moins 8%.

¹² Oguma Eiji, « “Liberal” and pacifism in postwar Japan - their given conditions and historical background », Japan Policy Forum.

Qu'est-ce que le conservatisme japonais au XXI^e siècle ?

Ce qui rend difficile la compréhension du conservatisme japonais, c'est que les clés de son interprétation ne sont plus tout à fait les mêmes, comme le souligne le politiste Shigeki Uno¹³. La définition du conservatisme s'est complexifiée depuis les années 1980. Sa fonction initiale était de freiner les changements radicaux, mais les rôles se sont inversés. Depuis la « *révolution conservatrice* » de Ronald Reagan dans les années 1980, ce sont plutôt ceux qui se considèrent comme conservateurs qui prônent des changements radicaux, en s'attaquant à l'État-social construit après la guerre. Pour Uno, l'expression « *révolution conservatrice* » est en soi une contradiction : si l'on vise la révolution, on n'est plus conservateur. Si ce phénomène est d'ampleur mondiale, un facteur électoral national doit aussi être pris en compte, ajoute Uno.

Le conservatisme d'Abe, au cours des vingt dernières années, reposait sur quatre piliers : la révision de la Constitution (article 9) ; le révisionnisme historique (minimiser la responsabilité de guerre) ; l'hostilité envers les médias de gauche ; et l'opposition aux partis de gauche. Abe avait réussi à élargir cette base tout en maintenant l'alliance avec le *Kōmeitō* (centre). Mais pour Sanae Takaichi, la tâche est plus difficile. Elle ne peut plus se contenter d'attaquer la gauche. Avec l'émergence de partis populistes de droite comme le *Sanseitō* ou le *Nippon Ishin no Kai*, sa base électorale de droite risque d'être siphonnée par des partis plus radicaux. Elle est obligée de dériver davantage vers la droite, constituant cette fois une coalition avec le *Nippon Ishin no Kai* et perdant ainsi la capacité d'Abe à ratisser large jusqu'au centre. D'où, par exemple, ses déclarations outrancières sur le travail, dont le message dépasse largement les enjeux de politique sociale pour flatter la fibre patriotique du service à la nation par le travail.

Si l'on tente de replacer la trajectoire droitiste de Takaichi dans l'histoire longue du capitalisme japonais, ne doit-on pas étudier plus profondément la relation entre libéralisme et conservatisme dans le contexte identitaire japonais ? C'est ce qu'affirme Satoshi Saeki¹⁴, professeur émérite de l'Université de Kyōto, dans le mensuel très conservateur *Seiron*. Pour lui, la pensée majeure de la modernité – même japonaise – resterait le libéralisme. Celui-ci repose sur une confiance immense dans la raison humaine et cherche à façonner la société et l'État autour de valeurs telles que la liberté

¹³ Uno Shigeki, Endō Masahisa, « Haigaishugi no kiki ni hoshu ga hatasu beki 'sekinin', *Chūō kōron*, 2/2026, pp. 20-31.

¹⁴ Saeki Satoshi, « Nihonryū no hoshushugi to ha nanika ? », *Seiron*, 02/2026, p. 52-62.

individuelle, l'égalité des droits, la démocratie, les droits de l'homme universels, les relations contractuelles et l'État de droit. Face à cette pensée moderne, le conservatisme aurait pour fonction de sonner l'alarme, à la manière d'Edmund Burke face à la Révolution française. Il cherche à modérer les excès du rationalisme, de l'individualisme ou de l'égalitarisme.

Le dilemme fondamental du Japon d'après-guerre réside dans le fait que ce pays, dont les valeurs, la culture et la conscience religieuse différaient radicalement de celles des États-Unis, s'est retrouvé lié par une alliance forte avec ce dernier, qui faisait de la pensée libérale progressiste la norme universelle. L'alliance nippo-américaine n'aurait pas simplement été une réconciliation entre vainqueurs et vaincus, mais une relation asymétrique où les États-Unis, en tant que protecteurs, ont façonné la reconstruction du Japon. Éliminer les valeurs traditionnelles japonaises, les conceptions historiques, religieuses et de la nature, ainsi que les systèmes moraux basés sur le confucianisme, a été perçu par Saeki comme une « *éducation* » du Japon, considéré comme un « *enfant* » par les États-Unis, le « *père* » de la civilisation. Le plus grand défi pour le Japon d'après-guerre a été de surmonter cette relation asymétrique, et la difficulté de cette tâche reste évidente aujourd'hui pour Takaichi, malgré ses succès électoraux et son discours de mobilisation nationale par le travail.

On peut objecter à cette interprétation ultraconservatrice et très culturaliste que le Japon n'a pas attendu l'occupation américaine pour s'interroger sur ses valeurs sociales traditionnelles, et que les discours conservateurs, dès la période d'avant-guerre, ont été largement réinventés. Cependant, ce discours conservateur peut nous aider à percevoir une autre dimension des déclarations de Takaichi sur le travail. Au-delà de leur caractère électoraliste, de leur productivisme simpliste et de leur manière « *néolibérale* » de nier la question sociale, ses propos sur le travail comme sacrifice et comme valeur, faisant appel à un paternalisme d'entreprise usé, ne reflètent-ils pas le désarroi du conservatisme japonais malgré son succès apparent ? Un conservatisme qui ne sait pas inventer une voie proprement japonaise et ne sait que suivre la « *révolution conservatrice* », fasciné par l'hyperpuissance militaire étatsunienne ? Un conservatisme qui ne sait plus comment se définir face aux grands enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux d'un capitalisme mondialisé ?

Publié dans laviedesidees.fr, le 21 avril 2026.